

FMI : Perspectives de l'économie mondiale – octobre 2014

Dans ses « Perspectives de l'économie mondiale » publiées le 7 octobre 2014, le FMI prévoit un tassement de la croissance mondiale, qui se situerait à 3,3 % en 2014, comme en 2013. Elle devrait atteindre 3,8 % en 2015. Par rapport à la dernière édition, la dégradation des prévisions de croissance du FMI se fonde sur le fléchissement de l'activité dans les pays les plus avancés au premier semestre 2014, ainsi que sur un moindre optimisme pour certains pays émergents. Pour Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, deux facteurs pèsent sur l'économie mondiale : « Dans les pays avancés, les séquelles de l'expansion d'avant la crise et la récession qui s'ensuivit, notamment le niveau élevé de l'endettement et du chômage, font encore sentir leurs effets sur la reprise, et la faiblesse de la croissance potentielle à terme est un sujet de préoccupation ». La croissance dans les pays les plus avancés devrait toutefois s'élever de 1,8 % en 2014 à 2,3 % en 2015. Les États-Unis, qui bénéficieraient d'une embellie du marché de l'emploi et d'une amélioration du bilan des ménages, voient leurs perspectives de croissance passer de 2,2 % pour 2014 à 3,1 % pour 2015. En zone euro, le FMI prévoit une croissance de 0,8 % en 2014 et de 1,3 % en 2015, chiffres revus à la baisse par rapport aux précédentes projections. Pour la France, le FMI prévoit une croissance de 0,4 % en 2014 (au lieu de 0,8 % dans ses précédentes prévisions) et de 1 % en 2015 (au lieu de 1,5 % dans ses précédentes prévisions). Les prévisions pour l'Allemagne sont quant à elles de 1,4 % en 2014 et de 1,5 % en 2015 (au lieu de respectivement 1,9 % et de 1,7 % dans les précédentes prévisions). Selon le FMI, d'importants risques de dégradation subsistent encore avec par exemple le risque géopolitique notamment en Ukraine ou au Moyen-Orient, ou bien avec la persistance d'une inflation basse dans la zone euro qui pourrait faire courir un risque « pour l'activité et la viabilité de la dette dans certains pays ».

Le rapport complet (en anglais) : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/text.pdf>

L'avant propos, le résumé analytique, et les chapitres 1 et 2 : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 2 octobre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Dans le sillage des décisions prises le 4 septembre 2014, nous avons également défini les principales modalités opérationnelles du programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities purchase programme - ABSPP) ainsi que du nouveau programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bond purchase programme - CBPP3) (...). Les nouvelles mesures apporteront un soutien à des compartiments spécifiques du marché qui jouent un rôle essentiel dans le financement de l'économie. Elles amélioreront encore le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire, faciliteront l'offre de crédit à l'économie au sens large et auront des retombées positives sur d'autres marchés(...) Conjuguée avec l'orientation déjà accommodante de la politique monétaire, la mise en œuvre résolue des nouvelles mesures étayera solidement l'ancrage des anticipations d'inflation à moyen et à long terme, à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, toutes nos mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de notre objectif. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

2 – Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en août 2014, stable comparé à juillet 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % d'août 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1 % en août 2014, niveau le plus bas enregistré depuis février 2012. Le taux d'août 2014 est en baisse par rapport au taux de 10,2 % de juillet 2014 et à celui de 10,8 % d'août 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en août 2014, 24,642 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,326 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 134 000 dans l'UE28 et de 137 000 dans la zone euro. Comparé à août 2013, le chômage a baissé de 1,745 million de personnes dans l'UE28 et de 834 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %) ainsi qu'en Allemagne (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (27,0 % en juin 2014) et en Espagne (24,4 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Arrêté du 30 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 1^{er} mars 2012 relatif au registre unique prévu à l'article L. 512-1 du code des assurances et à l'article L. 546-1 du code monétaire et financier :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029524985&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Arrêté du 30 septembre 2014 relatif à la capacité professionnelle des intermédiaires en financement participatif :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029525001&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2013 : une reprise lente, pénalisée par une consommation des ménages atone

En 2013, le PIB guadeloupéen augmente légèrement (+0,7 % en volume, après 0,8 % en 2012). Cette hausse est plus élevée que celle observée en France (+0,3 %) et en Martinique (-0,5 %). Elle est soutenue par l'investissement, qui augmente de 1,7 % en volume, porté par le secteur public, et plus précisément par les collectivités locales et les hôpitaux. L'investissement des ménages progresse également, alimenté par des faibles taux d'intérêt. Il se traduit par une hausse de l'encours des crédits à l'habitat, qui progresse de +6 %. La consommation des ménages n'a pas joué son rôle habituellement moteur. Elle diminue de 0,1 % en volume, malgré la faible évolution des prix (+0,9 %). La progression du taux de chômage (26,4 %), de 2,4 points par rapport à 2012, n'incite pas les ménages à consommer. En lien avec la hausse de l'investissement, les importations augmentent de 4,2 % en volume. Les exportations progressent de 3,8 %, grâce aux exportations de biens manufacturés et de bananes. Ces comptes économiques rapides de la Guadeloupe sont établis dans le cadre du partenariat CEROM, entre l'Insee, l'Iedom et l'Afd. La publication CEROM est disponible sur le site <http://www.cerom-outremer.fr/cerom/>

Des indicateurs financiers moins dynamiques au 2^e trimestre 2014

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,5 milliards €, continue de progresser au deuxième trimestre 2014 mais à vitesse réduite sur trois mois (+1,4 % après +2,9 % en mars 2014). Les financements consentis aux entreprises affichent une croissance ralentie au deuxième trimestre (+1,1 %, soit +42,7 millions €) pour s'établir à 3,9 milliards €. L'encours sain des crédits aux ménages connaît, comme au trimestre précédent, une faible hausse (+0,4 %, soit +11,8 millions €). Les crédits à la consommation sont en léger repli sur trois mois (-0,1 %). Le financement de l'habitat continue de croître mais à un rythme ralenti (+0,6 % après +1,1 % en mars 2014)

À fin juin 2014, les actifs financiers des agents économiques sont en légère baisse (-0,2 %). À 7,5 milliards €, l'encours marque une pause dans la croissance continue observée depuis septembre 2012. La perte de vigueur des actifs financiers est essentiellement liée au recul des placements liquides ou à court terme (-1,4 % sur trois mois), impactés par la chute des placements indexés sur les taux de marché (-7,1 %).

Mise en circulation du nouveau billet de 10 euros

Depuis le 23 septembre 2014, les nouveaux billets de 10 euros circulent en Guadeloupe. Le nouveau billet de 10 euros est le second billet de la nouvelle série « Europe », le premier étant le billet de 5 euros mis en circulation le 2 mai 2013. Ces billets bénéficient de nouveaux signes de sécurité, plus perfectionnés, et offrent une meilleure protection contre la contrefaçon.

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Panorama 2013 » relatives à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, « Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 juin 2014 », et le « Tableau de bord CEROM ». Ces notes sont téléchargeables librement sur les sites <http://www.iedom.fr> et <http://www.cerom-outremer.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Budget de l'Outre-mer pour l'année 2015

Le 1^{er} octobre, le ministre de l'Outre-mer, George Pau-Langevin, a révélé le détail du budget Outre-mer pour l'année 2015. Il s'élève à 2 milliards € et enregistre une hausse de 0,3 % par rapport à 2014. Quatre axes prioritaires ont été identifiés. Le premier est le soutien à l'emploi grâce à une politique d'exonérations de charges sociales (1,1 milliard € en 2015) renforcée par le taux du CICE Outre-mer, qui passera de 7,5 % en 2015 à 9 % en 2016. Les trois autres axes prioritaires sont l'insertion des jeunes sur le marché du travail, le logement social et l'investissement des collectivités publiques.

Budget supplémentaire régional 2014

Le budget supplémentaire 2014, dont le montant s'élève 70 millions €, a été voté le 23 septembre 2014 par les élus du Conseil régional : 53,5 millions € seront consacrés à l'investissement et 15,8 millions € au fonctionnement. Les dépenses les plus importantes concernent une aide à la solidarité versée aux communes (14 millions €) et la construction de nouveaux locaux pour la faculté de médecine (10 millions €). Ce budget supplémentaire vient compléter le budget primitif 2014 voté en janvier, qui s'élevait à 426 millions € dont 147,9 millions € étaient destinés à l'investissement et 278,1 millions € au fonctionnement.

Nouvelle convention de partenariat entre l'UDE Medef et le Rectorat

L'objectif de cette nouvelle convention, signée le 2 octobre 2014, est de renforcer les échanges entre les établissements scolaires et le monde de l'entreprise. Cette nouvelle convention prévoit notamment l'organisation de la semaine École-Entreprise et de l'opération Entreprise en lycée. Ces événements feront découvrir le monde de l'entreprise aux élèves avec l'intervention de divers professionnels.

Le nombre de touristes en 2013 atteint un niveau record

L'étude de l'Insee, intitulée « Près de 500 000 touristes en Guadeloupe en 2013, une année record », et publiée en septembre 2014, revient sur les indicateurs touristiques de l'année 2013. Le nombre de touristes ayant séjourné en Guadeloupe s'élève 487 000 en 2013, soit 17 % de plus qu'en 2011. Les touristes ont fait le choix d'une durée de séjour plus longue et d'hébergements plus économiques. Ils ont également fait attention à leur budget. En 2013, chaque touriste a dépensé en moyenne 76 € par jour, contre 78 € en 2011.

Bilan 2013 de la Caisse d'allocations familiales

Le nombre d'allocataires de la Caisse d'allocations familiales (CAF) poursuit sa hausse en 2013. Il a augmenté de 1,5 % par rapport à 2012 pour s'établir à 133 048. Le montant annuel des prestations familiales et sociales continue également d'augmenter et s'élève à 743 millions € en 2013, soit une hausse de 2,8 % par rapport à 2012.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Union Européenne : 3^e forum des RUP à Bruxelles

Du 30 septembre au 1^{er} octobre 2014, les représentants des régions ultra périphériques (RUP) se sont réunis à Bruxelles pour finaliser la programmation des programmes opérationnels (PO) 2014-2020. Victorin Lurel, président de la région Guadeloupe et président de la conférence des présidents des RUP, a exprimé la nécessaire flexibilité du cadre européen pour que les RUP puissent bénéficier pleinement des fonds européens. En particulier, il s'agirait d'adapter certaines règles européennes pour que les RUP puissent davantage coopérer avec les pays de l'ACP (Afrique Caraïbe Pacifique). Les exécutifs régionaux de Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion, Mayotte ont par ailleurs demandé une prorogation de 15 ans de l'octroi de mer. Le délai ayant été fixé récemment à 7 ans par la commission européenne.

Élections sénatoriales dans les Iles du Nord

Les élections sénatoriales se sont déroulées le 28 septembre 2014. À Saint-Barthélemy, Monsieur Michel Magras a été réélu sénateur au premier tour de scrutin majoritaire avec 78,95 % des voix. À Saint-Martin, Monsieur Guillaume Jacques Arnel a été élu sénateur au second tour de scrutin majoritaire avec 47,83 % des voix et succède à Monsieur Louis Constant Fleming.

Saint-Martin : diminution du nombre de transactions immobilières

Selon l'Observatoire de l'Immobilier Caraïbes, le nombre de transactions immobilières effectuées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2014 enregistre une légère baisse. Cette diminution s'inscrit dans la tendance observée depuis 2010. Les délais de vente ont augmenté, en particulier pour les villas (59 semaines de délai) qui souffrent davantage de la conjoncture que les appartements (46 semaines) et les terrains (29 semaines). La part de transactions dont le prix est négocié (83 %) est plus importante qu'en métropole (70 %).

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe	Août	2014	130,6	0,8 %	0,7 %
					France entière	128,3	0,4 %
Demandeurs d'emploi (Source : Diccet)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Août	2014	61 850	0,5 %	2,3 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Août	2014	141,3	-	-31,9 %
					1 451,5	-	-22,3 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Août	2014	288	-15,8 %	-0,7 %
			Cumul annuel		2 697	-	-10,0 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Août	2014	19 631	0,8 %	-2,5 %
					478	-5,5 %	-10,3 %

INDICATEURS SECTORIELS

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Septembre	2014	100 099	-52,0 %	-10,1 %
			Cumul annuel		1 519 006	-	-0,1 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Septembre	2014	221 521	-6,1 %	-15,6 %
					49 598	-46,7 %	13,1 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Décembre	2013	99	22,2 %	-5,7 %
			Cumul annuel		1 036	-	-0,6 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre	2014	1 330	53,8 %	6,7 %
			Cumul annuel		10 590	-	-2,1 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Septembre	2014	16 074	16,2 %	-4,6 %
			Cumul annuel		149 028	-	-11,1 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

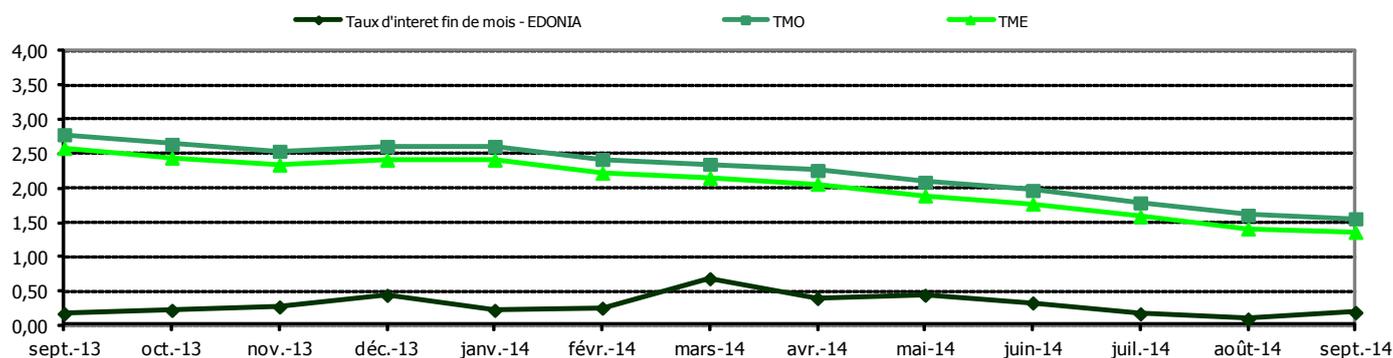
Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0775%	0,1770%	0,1010%	0,1970%	0,0070%	0,0830%	0,1830%	0,3380%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	Septembre
1,77%	1,59%	1,41%	1,36%	1,97%	1,79%	1,61%	1,56%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Autres prêts		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

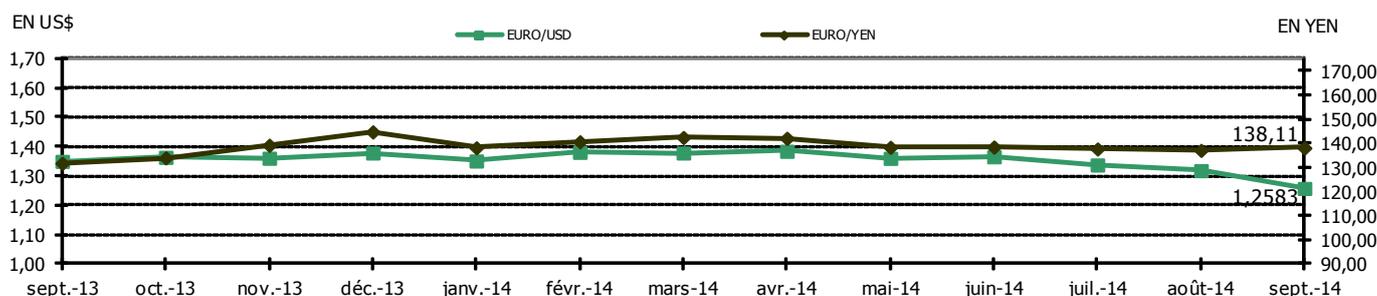
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2583	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,2606	EURO/SRD (Surinam)	4,1682
EURO/JPY (Japon)	138,1100	EURO/BWP (Botswana)	11,7007	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,2609
EURO/CAD (Canada)	1,4058	EURO/SCR (Seychelles)	16,5847	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,0518
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7773	EURO/MUR (Maurice)	39,7873	EURO/BBD (La Barbade)	2,5262
EURO/SGD (Singapour)	1,6063	EURO/BRL (Brésil)	3,0821	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,0339
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7740	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,9475	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3359,8202	EURO/XCD (Dominique)	3,4103	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence-Zac de la Dothémare-97 139 les Abymes

Achevé d'imprimer le 17 octobre 2014 - Dépôt légal : octobre 2014 - ISSN 1240-3806